

## **Entre Jérusalem et Babylone <sup>1</sup> : jeunes et espace public à Dakar**

*Ndiouga Adrien Benga \**

Ces vingt dernières années ont été marquées au Sénégal par une détérioration croissante de l'économie nationale, processus amorcé dès 1972. Les actions imposées d'ajustement structurel qui se sont superposées, avec pour visée affirmée de rendre plus performantes les structures de l'économie, ont privilégié les mesures d'assainissement de la gestion des investissements productifs. Le développement démographique des villes a également été spectaculaire. Il a principalement concerné Dakar (75 % de la population y est âgée de moins de 30 ans) et a été le fait des jeunes (scolarisés et marginaux). Ces derniers, frappés dans leur entourage par la baisse des revenus urbains et les conséquences des « dégraissages » brutaux de l'ajustement, ont rencontré pour leur insertion des difficultés repérables dans les dispositifs de durée limitée, les palliatifs temporaires peu significatifs mis en place par le pouvoir pour faire face au problème d'intégration des jeunes. Les événements de février-mars 2000 au Sénégal (la défaite au second tour du président sortant, Abdou Diouf, face au leader d'une opposition coalisée, Abdoulaye Wade, aux élections présidentielles) ont consacré une sorte de régulation sociale par la voie pacifique dans laquelle les jeunes ont joué un rôle majeur. S'agit-il de leur part d'une réappropriation de l'espace public? S'agit-il de l'émergence d'une nouvelle citoyenneté? À quelles conditions, en fonction de quelles orientations générales une société peut-elle faire reculer l'exclusion, réintroduire de la relation là où domine la rupture, susciter les médiations et les formes de représentation dont l'absence encourage la violence?

### **Crise économique et précarité sociale**

La région métropolitaine de Dakar est le pôle attractif majeur du Sénégal et le lieu privilégié de focalisation d'une crise économique et sociale généralisée. Avec une superficie de 550 kilomètres carrés, soit 0,3 % du territoire national, Dakar

---

\* Département d'histoire, université Cheikh Anta Diop, Dakar.

<sup>1</sup> Cette expression est empruntée à la Bible (Apocalypse, XXII, 15) où la cité terrestre s'apparente à « Babylone la Grande, repaire des démons, ou se rapproche du modèle de la Jérusalem céleste, dont sont exclus les impurs, les assassins, les idolâtres et tous ceux qui se plaisent à faire le mal ».

concentre l'essentiel des entreprises et des emplois du secteur moderne, la majorité des salariés du public et une part importante de la population active au chômage. Ces opportunités exceptionnelles ont suscité un afflux de population qui a accentué la pression sur le marché de l'emploi. La baisse de la productivité et des revenus monétaires ruraux a transformé une proportion importante des actifs sous-employés en chômeurs sur le marché urbain de l'emploi. Pour 100000 citoyens nouveaux pour l'ensemble du Sénégal, ce sont 18000 emplois urbains supplémentaires qu'il faudrait créer annuellement pour prétendre seulement maintenir les équilibres globaux antérieurs, dont 10000 à 12000 pour la seule région de Dakar qui a un taux de non-activité de la population de 15-65 ans d'environ 70 % [Coopération française pour le développement urbain, 1992].

Dans le même temps, l'État s'est inscrit dans un certain désengagement financier en matière de projets urbains. Avec le retrait de la puissance publique du marché de l'emploi en 1980, suite à la crise du secteur moderne, le phénomène du chômage s'est imposé avec netteté, révélé par la faible absorption des diplômés de l'enseignement supérieur. Le divorce était alors consommé entre un système de formation inadapté et un marché de l'emploi en « peau de chagrin » [Diop, Diouf, 1992; Antoine *et alii*, 1995 : 94-162]. Les jeunes Dakarais, particulièrement fragilisés par la conjoncture économique, et plus particulièrement ceux d'entre eux qui sont sans qualification, ne peuvent dès lors plus entrevoir sur quels modes, selon quelles trajectoires ils pourraient prendre pied dans le secteur de la modernité. Dans un tel contexte, une conception profondément inscrite dans le milieu de la jeunesse selon laquelle « on ne doit pas être à charge » (*kenn waratunu bot* en wolof) prend une importance fondamentale. Pour survivre dans un secteur moderne qui a cessé d'être un débouché, une seule solution à leurs yeux : inventer ou saisir un petit boulot.

Le désengagement des pouvoirs publics d'un certain nombre de domaines de la vie économique et sociale est particulièrement marqué en ce qui concerne les secteurs de la santé, de l'éducation et du cadre de vie. La politique d'ajustement de l'emploi a visé à encourager l'absorption de la main-d'œuvre par une action de l'emploi complémentaire dont une des possibilités a consisté à prendre des mesures directes de création d'emplois publics, spécialement les travaux à haute intensité de main-d'œuvre. Créée en 1989 sur l'initiative de la Banque mondiale dans sa politique d'appui à la décentralisation, l'Agetip<sup>2</sup>, organisme parapublic fonctionnant sous le régime de l'association, est chargée d'opérations de maîtrise d'ouvrage déléguée sur demande des administrations (notamment des communes) et éventuellement des opérateurs privés<sup>3</sup>. Les travaux, manuels ou faisant appel à peu de connaissances techniques, étaient proposés à une catégorie spécifique de la

---

2 Agence d'exécution des travaux d'intérêt public contre le sous-emploi. Certains l'ont appelée le « Projet du président » (Abdou Diouf) [*Le Soleil*, 28 février 1991]. Le débat sur la paternité de l'opération ne nous semble pas présenter un grand intérêt.

3 Tâches d'entretien et de rénovation, réhabilitation de bâtiments et d'équipements collectifs (édicules publics, puisards...), assainissement (collecte des ordures ménagères, curage des caniveaux et des canaux à ciel ouvert), voirie (réfection des trottoirs, désensablement, bitumage), aménagement et entretien d'espaces verts...

population: les jeunes de sexe masculin et sans qualification. L'écrasante majorité des jeunes mobilisés fit preuve d'activité et de motivation dans la recherche de solutions d'insertion. Mais l'examen du bilan de ces opérations montre que nombre d'entre eux ont été découragés, voire désorientés. La précarité des emplois proposés, l'objectif étant de faire travailler le maximum de personnes, impliquait un chômage récurrent important. L'instabilité des jeunes, ballottés par des situations de transition durables, les empêchait de formuler un projet de formation précis, de définir un choix d'activité ou de métier.

En réalité, l'Agetip s'est inscrite dans la somme de tentatives de réponses apportées au coût social des politiques d'ajustement et d'aménagement des conditions de vie et de l'environnement des populations urbaines. La politique d'insertion tendait-elle à enfermer les jeunes dans l'exclusion ou les plaçait-elle sur une trajectoire progressive d'insertion professionnelle? Les travaux proposés à ces jeunes concernaient des tâches de manœuvres et ne représentaient qu'une faible expérience de ce que pouvait être un véritable emploi dans l'exercice d'un métier. On ne peut véritablement parler de formation, d'accumulation d'expérience, de savoir-faire à partir des parcours d'insertion professionnelle (va-et-vient entre les différentes tâches). Ces mouvements erratiques ne permettaient qu'une trop faible accumulation de qualification pour faire dépasser aux jeunes les situations de forte précarité de l'emploi. Très peu étaient inscrits sur des trajectoires qualifiantes ou de « décollage ». L'insertion restait un processus récurrent sans l'amorce d'un vrai départ vers une professionnalisation. Ce dont les jeunes faisaient l'expérience, c'était un apprentissage sur le tas, une formation générale à la réalisation d'un travail et l'expérience de ses contraintes. Ces emplois revêtaient pour beaucoup le goût amer de l'échec et du handicap.

L'emploi précaire ne garantissait pas une sécurité à terme; il apparaissait comme une halte dans un processus de paupérisation<sup>4</sup>. Le *Contrat pour demain*<sup>5</sup> d'Abdou Diouf, visant à créer 20 000 emplois par an, s'appuyait essentiellement sur ce programme et ne pouvait tenir lieu de politique globale. Abdou Diouf, qui avait placé son nouveau mandat (à partir de 1988) sous le signe de la jeunesse et la résolution de ses problèmes, rencontrait déjà de sérieuses difficultés. La jeunesse citadine, sorte de contre-pouvoir diffus naissant, inscrivait sa trajectoire dans des poussées de violence, modalités brutales d'irruption sur la scène politique voulant rompre avec son statut de mineur civique.

## Des bruits de la rue. Violence urbaine et dissidence juvénile

La paupérisation et les positions marginales que les jeunes citoyens occupent cristallisent des conduites particulières et posent la question des enjeux et des mécanismes urbains devenus complexes. Face aux réponses inadaptées jusqu'à présent apportées à leurs besoins et à leurs comportements, le recours à la

4 L'expérience de l'Agetip a été étendue à d'autres pays (Bénin, Niger, Mali, Burkina Faso...). Au Sénégal, elle poursuit ses activités en attendant que les résultats de l'audit sur sa gestion, demandé par Abdoulaye Wade au lendemain des élections de février-mars 2000, soient connus.

5 C'était le slogan de campagne présidentielle du candidat du Parti socialiste en février 1993.

violence constitue une caisse de résonance du « mal-être » et un espace audible et le lieu d'affirmation identitaire pour ces « nouveaux pauvres ». Le développement d'une contre-culture marginale contourne et dépasse le cadre des organisations politiques traditionnelles, incapables de mobiliser les jeunes en dehors des périodes électorales et de construire un discours à leur endroit. Il est remarquable de constater à quel point, durant les actions violentes, les mécanismes d'intégration conflictuelle sont malmenés parce que l'hétérogénéité des acteurs de la violence et la radicalisation de l'action résistent à l'intervention des médiateurs qui permettraient de rétablir le contact et en qui les jeunes voient, soit des représentants du « système » qui les excluent, soit des notables dont ils se dissocient. Cette culture de l'émeute rend compte des déchirures sociales. Dakar est à la fois le lieu où s'accumulent les richesses et celui où se rencontrent toutes les difficultés. Misère et exclusion (dégradation généralisée des conditions de vie, exode rural, chômage) incluent un phénomène de violence qui touche les plus faibles, ceux qui sont incapables de résister. Ce mode d'expression contestataire, élément de la « pluralité des régimes de violence » [Mbembe, 1990 : 18] comporte une forte charge politique, celle de l'échec du pouvoir et des processus classiques.

Pour apprécier la portée véritable et la signification à long terme des *débordements* de la rue, il est indispensable de les situer dans le contexte d'une société qui s'est souvent fait gloire d'une évolution politique sans heurts et de sa capacité au compromis, voire au consensus, en matière politique et sociale ; d'une société qui se prévaut d'une image de la ville sénégalaise pacifique et respectueuse de la loi et de l'ordre. Les effets conjugués des mutations aux échelles nationale et internationale produisent un sentiment d'insécurité et de désordre social contrastant vivement avec ce discours convenu.

Dakar a vu se développer des périodes de violence non contrôlée, en réaction aux crises de la transition démocratique, ainsi qu'à la dégradation des mœurs politiques dans une conjoncture économique défavorable. Ce fut le cas notamment en février 1988 et en février 1993, périodes durant lesquelles des grèves, des manifestations et des émeutes ont rassemblé des jeunes scolarisés et marginaux urbains contre les signes et les symboles du pouvoir (bâtiments, voitures du gouvernement et de l'administration, bus, cabines téléphoniques, etc.) [Diop, Diouf, 1990]. La répression musclée menée alors par les brigades spéciales de police et de gendarmerie éloignait davantage les jeunes du pouvoir politique dirigeant et radicalisait le conflit. La jeunesse du *Sopi*<sup>6</sup> a joué un rôle important d'avant-garde dans le mouvement général de contestation du système politique par la vigueur de ses revendications et sa capacité à descendre dans la rue pour affronter les forces de répression.

Enfin, l'ouverture d'une zone de tension avec la Mauritanie en avril 1989, peu après la difficile gestion des troubles postélectorales de février 1988, déclençait à Dakar un mécanisme de violence dirigé contre les Maures et animé par les jeunes,

---

6 Littéralement *changement* en wolof, la langue nationale dominante au Sénégal. Slogan du principal parti d'opposition, le Parti démocratique sénégalais d'Abdoulaye Wade.

surtout les marginaux<sup>7</sup>. Il faut signaler l'unité d'action entre les jeunes et les autres catégories sociales jusque-là restées en marge des confrontations violentes avec l'État. Depuis l'indépendance, il existait un ressentiment contre les étrangers, fondé sur les difficultés économiques, politiques, sociales. La concurrence économique, l'accès aux ressources devenait une source majeure de conflit entre autochtones et étrangers, la prise en considération de l'*origine* des rivaux sur le marché de l'emploi redevenait une référence légitime et efficace pour les éliminer. Ce fut le cas de l'expulsion des Guinéens, *inemployés*, vivant au Sénégal, en août et septembre 1967 [Afrique nouvelle : 31 août-6 septembre 1967 : 4]. L'association entre migrant et étranger comme incarnant l'*autre*, le faisait métaphoriquement apparaître comme un élément perturbateur de l'équilibre physiologique ou identitaire venant mettre en péril le corps social. L'exemple des incidents sanglants sénégal-mauritaniens rend compte de l'alternance de passivité et de violence que l'on peut observer dans les quartiers déshérités et dont les étrangers sont les victimes désignées. L'accès à l'espace politique étant limité et contrôlé, l'émeute ou la violence brute est le seul moyen d'expression que se trouvent les populations privées de participation.

Les formes extrêmes de violence marquent les limites du contrôle social. La misère sociale n'est plus une circonstance atténuante, mais elle apparaît au contraire condamner davantage encore des crimes qui renvoient si crûment à la société l'effet de ses propres lacunes, de ses faillites<sup>8</sup>. Les acteurs de cette violence ont été donc les jeunes, exclus des jeux du pouvoir et de la confrontation politique [Davies, 1971 ; Hahn, 1974 ; Diop, Diouf, 1990], à l'avenir bouché par les conséquences des politiques économiques, aggravées par des processus électoraux sans cesse contestés<sup>9</sup>.

Par ailleurs, l'image que les médias ont donnée de la violence des jeunes est rarement la bonne. Face à des acteurs faiblement pourvus de parole, à qui on concède socialement peu d'espace dans l'accès à une parole publique reconnue, la marge d'interprétation des médias est immense. On se retrouve ainsi face à un problème complexe en ce qui concerne la constitution d'un espace public. Les codes à travers lesquels les significations de la violence sont expliquées par les médias dévorent les acteurs, les détournent du sens qu'ils cherchent à produire et parce qu'ils sont socialement en position de faiblesse, ces explications sont de plus en plus séparées d'eux. Or, la violence est le lieu de « vocalisation de leur désespoir » [Diop, Diouf, 1990 : 340]. Une interprétation consiste à expliquer ce phénomène (de la violence) du point de vue des rapports entre le monde de la modernité et

7 Dans ce conflit s'exprimaient, d'une part, la contradiction entre la logique de l'État et celle des régimes coutumiers et, d'autre part, l'hostilité entre communautés (arabo-berbère et négro-africaine) en Mauritanie. L'incident frontalier de Diawara (9 avril 1989), opposant éleveurs et paysans des deux pays, et le rapatriement des premiers Sénégalais de Mauritanie déclenchent à Dakar des tueries de commerçants maures et des pillages de leurs biens.

8 Le pendant de cette insécurité est un besoin de sécurité physique et matérielle, ce qui fait que la sécurité est devenue un nouveau champ d'investissement des citoyens : garde rapprochée, surveillance électronique, sociétés privées de gardiennage aux noms évocateurs (Eagle, Méga-Force), groupes d'autodéfense...

9 Il est important de distinguer les *émeutiers* des *casseurs*. Les premiers s'appuient sur une expérience vécue dont le quartier semblerait constituer la frontière (« ça ne sert à rien de tout casser ; c'est les parents qui vont payer »). Les seconds s'inscrivent dans une logique de déterritorialisation (« on ne casse pas chez soi ; on pille, on se sert ailleurs »).

celui des exclus. Les exclus du monde de la parole ne peuvent y accéder que par la violence, même sous des formes symboliques. Cette interprétation s'inscrit dans la perception générale d'une société où le développement s'est fait aux dépens d'une capacité d'intégration au demeurant très faible. La violence des exclus, de même que celle déployée à leur égard, apparaît comme le pendant d'une modernité ne bénéficiant qu'à un nombre limité d'élus.

Toute la logique profonde de la violence se double d'une difficulté liée à la jeunesse de ces acteurs et à la transformation culturelle des rapports entre les générations. Les jeunes sont porteurs de la mutation sociétale et les principales victimes de ses effets pervers (victimes, par exemple, de la raréfaction du travail salarié), alors même que, étant jeunes, ils ne sont pas des citoyens pourvus de moyens de décision; et que, tout en s'opposant aux adultes, ils restent très dépendants d'eux [Antoine *et alii*, 1995]. Nul ne pourrait dire à l'heure actuelle comment ces orientations vont évoluer, quel sera leur avenir.

Le malaise des jeunes se donne à lire dans une redéfinition autonome de l'espace public urbain par le biais de la culture.

### **De l'insurgé au citoyen. La régulation sociale par la créativité artistique**

« Propreté dans ton esprit, propreté dans tes actes, propreté dans ton âme, propreté dans ton corps. » Tel est le credo de *Set*, la chanson à succès de Youssou Ndour, composée en 1990. Au même moment naissait à Dakar le *Set Setal* (littéralement: *propre, rendre propre*<sup>10</sup>). Ce mouvement de la jeunesse dakaroise a pris naissance dans un contexte où se mêlent des questions d'environnement urbain (problèmes d'hygiène et de salubrité publique dans plusieurs quartiers de la capitale), les élections contestées de février 1988, la crise scolaire et universitaire (*année blanche* en 1987-1988), le conflit sénégal-mauritanien d'avril 1989. Il s'est manifesté selon une modalité d'expression artistique, en particulier par des fresques murales, qui créait un espace public urbain centré sur le quartier et opérait une déconstruction de la mémoire forgée par les élites et la tradition [Diouf, 1992; 1996]. Au sortir des élections et des émeutes qui s'en étaient suivies, le président Abdou Diouf avait maladroitement qualifié la jeunesse de son pays de malsaine. Et c'est cette jeunesse « malsaine » qui, armée de pinceaux, de peintures et de balais, s'est mise à nettoyer et à peindre les murs et les trottoirs de Dakar afin de donner à la « capitale de la saleté », un nouveau visage, dynamique et gai, à l'image d'une jeunesse qui se voulait tout sauf malsaine.

Durant presque une année, les jeunes se sont approprié la ville alors transformée en un immense espace d'expression de culture urbaine où les « sans-voix » exprimaient leur conscience civique et leurs espoirs. Stèles, murs, pierres, fontaines, trottoirs, arbres, pneus, tout était bon à peindre, tout était bon pour dire les préoccupations d'une jeunesse sacrifiée, confrontée au chômage, à la violence, à la drogue, à la misère. Les lieux stratégiques, tels les bornes fontaines, les marchés, les carrefours étaient devenus des supports d'expression urbaine qui interpellait le

10 Le *Set Setal* est bien documenté par la presse sénégalaise (*Le Soleil, Sud Quotidien, Wal Fadji*).

passant. Près de 600 fresques ont fini par recouvrir les quartiers de Dakar [Bugnicourt, Diallo, 1991; Niane *et alii*, 1991], avec des thèmes récurrents : portraits de personnages historiques (Lat Dior, symbole de la résistance au colonisateur), de figures emblématiques du continent (Senghor, Nelson Mandela, Cheikh Anta Diop...), protection de l'environnement, alphabétisation, assainissement moral (corruption, drogue, prostitution, délinquance, sida...). Les jeunes montraient, à travers leur initiative, le peu d'illusions qu'ils se faisaient des solutions que les pouvoirs publics pouvaient leur apporter. Le *Set Setal* dénonçait, au travers d'une action positive, les carences de tout un système politique et social<sup>11</sup>.

Peu de choses sont restées aujourd'hui de ce mouvement. Les difficultés de la quotidienneté et la pénurie ont laissé peu de place et d'énergie à la reprise de cette dynamique. La non-poursuite du mouvement est principalement attribuée aux tentatives d'*encadrement* et de récupérations politiques (à des fins électorales) dont il a fait l'objet. Celles-ci ont découragé les jeunes. Le *Set Setal* ne pouvait pas perdurer sans soutien. Si les lendemains du *Set Setal* n'ont pas chanté, la flamme de la jeunesse ne s'est pas pour autant éteinte.

L'émergence progressive d'une nouvelle identité juvénile est perceptible à travers de multiples manières d'être et de paraître développées par les jeunes. La musique y occupe une place importante. C'est le cas notamment du rap qui décrit un parcours musical engendré par la ville et profondément marqué par les caractéristiques de l'espace urbain. Aujourd'hui comme toujours, c'est la jeunesse qui est le principal acteur de ces phénomènes, l'expression musicale constituant pour elle un véritable terrain d'affirmation de son identité. En effet, face aux mutations actuelles de la société, les jeunes, massivement privés d'un rapport positif au travail, sous forme d'emplois salariés, trouvent dans la création musicale une possibilité de construire de manière active leur rapport au monde.

Le mouvement *hip-hop* a débuté à Dakar en 1988, probablement avec l'*année blanche* (année universitaire invalidée), conséquence des élections tronquées de février de la même année et du contentieux électoral qui en a résulté. Il existerait plus de 2500 groupes de rap au Sénégal, dont plus de 2000 uniquement dans la capitale. Il s'agit là d'une expression publique affirmée haut et fort d'une génération qui refuse l'étouffement et le bâillonnement. Pour se faire entendre, elle s'est approprié un nouveau mode de revendication venu des États-Unis, précisément de New York : le rap. Cette nouvelle forme d'expression artistique a pour nom *hip-hop*, deux mots issus du *slang* signifiant « se défier par la parole, le geste et la peinture ». De ces modes d'expression, le rap va émerger et s'imposer. Il devient alors un manifeste distillant ses messages politiques sur le quotidien des galetas urbains. Il s'impose comme le cri venu des milieux urbains voués au silence. Les jeunes se reconnaissent immédiatement dans cette nouvelle forme d'expression qui parle de

---

11 Véritable mouvement d'expression urbaine, le *Set Setal* pourrait être rapproché de la forme d'expression choisie par les graphistes de New York, Paris ou Berlin. Mais la comparaison s'arrête là. Les graffiti occidentaux sont empreints d'une certaine violence qui montre la difficulté des jeunes à trouver leur place dans la société. À Dakar, la démarche est différente. Les dessins étaient liés aux actes. Pendant que certains peignaient les murs, d'autres, pour promouvoir l'alphabétisation, allaient dans les maisons du quartier faire de la sensibilisation.

leur quotidien et permet de faire passer leurs messages. Cette culture des bas-fonds trouve un écho dans les milieux où les angoisses sont cristallisées autour des mêmes problèmes : le chômage, la précarité, la violence, l'iniquité du système éducatif et l'échec scolaire, le sida, la drogue...

Mettant un nom sur le désespoir, le rap donne une voix aux proscrits, leur permet de revendiquer, de communiquer. D'abord mimétique, le rap sénégalais a mis quelques années pour digérer son modèle américain (et français) avant de s'en affranchir. La *Senegalese Touch* se démarque, elle s'affirme en cultivant la spécificité de son verbe et de son langage directement puisé dans le « bouillon de culture » des quartiers. Sans complexe, les métèques des langues française et wolof valorisent le bric-à-brac lexical et recyclent les mots de fortune. C'est sur ce terreau qu'ils échafaudent leur propre mode d'expression, unique, spontané, à mi-chemin entre poésie moderne et tradition orale (*tassou*). Dans ces tranches de vie urbaines, pas de palabres inutiles, mais le témoignage urgent d'une jeunesse aux abois, méprisée, déconsidérée, victime d'un Sénégal en crise, dépassé. Le parler cru et direct, en affichant son goût pour la provocation, cherche à déstabiliser l'ordre établi, celui des mots, des valeurs qu'ils représentent et par conséquent, l'ordre social des institutions qui les colportent. Sa lutte contre le « système » revêt, grâce à ses techniques propres, une force singulière. Le groupe Rap'Adio met bien en évidence cet aspect :

« De mutation en mutation, le discours des rappers devient plus *soft*. Le *hip-hop* ne joue plus son rôle. Les uns se sont engagés dans une musique commerciale; les autres font tout sauf du rap. En ce qui nous concerne, nous voulons nous démarquer de cette attitude de compromis, pour ne pas dire de compromission. Nous nous posons en défenseurs du rap authentique : celui qui dénonce les injustices et parle au nom des sans-voix » [*L'Info* 7, 17-18 octobre 1998 : 3].

Composé de jeunes de la Médina (Iba, K. T. et Bibson), Rap'Adio se présente toujours sur scène en cagoule. Le message de ce groupe se distingue par l'agressivité de son intonation et la dureté de ses propos. Le langage est direct, épuré pour préserver la force de la dénonciation. Rap'Adio milite au sein du Cartel underground composé de *posse*<sup>12</sup> qui ont pour objectif :

« Chercher des fonds pour financer les activités à mettre en œuvre pour aider les jeunes Sénégalais à sortir la tête de l'eau. Le gouvernement ne fait rien pour permettre aux couches défavorisées de se faire une place au soleil. Tout ce que veut le système, c'est de maintenir le statu quo et de pérenniser sa domination. [...] Il est temps de mettre fin à cette situation » [*L'Info* 7, 17-18 octobre 1998 : 3].

Dans son message, le rap dessine cette domination dans le cadre d'un rapport de minorités à une société globale. Il commence par pointer les lieux de conflit – la justice, l'État, les médias..., les causes et les conséquences. Contre la stigmatisation, il cherche à restituer une dignité à ceux qu'on enferme dans la marginalité. Face à la

---

12 Prononcer *possi*. Personnes gravitant autour d'un groupe de rap, participant à son évolution, à la réalisation de projets divers.



crise économique et sociale et aux processus d'exclusion, le rap représente un vecteur privilégié de l'émergence d'une revendication sociale, parfois la seule modalité d'expression disponible dans certains milieux. Il participe ainsi à un mouvement de repolitisation du social par un réexamen des responsabilités face à la situation de la société. Les groupes de rap, par leurs productions, refont la ville par la volonté d'inscription au sein de la conscience collective d'une mémoire autre que celle du récit unique, basé sur la compétition des seules élites. Par une prise de conscience progressive, son rôle de médiation conduit le rappeur à interroger le politique. La manière de tourner en dérision la société participe de la fonction régulatrice du rap; elle permet pour ainsi dire un défolement régulateur efficace.

Les animateurs du mouvement rap ont joué un rôle important dans l'alternance politique du 19 mars 2000 au Sénégal en invitant les jeunes à s'inscrire massivement sur les listes électorales. Les urnes, lors de ces élections, ont constitué pour la jeunesse sénégalaise un espace d'intégration, de participation au processus de construction de l'État. L'acte du vote participait de l'avènement d'une véritable civilité électorale, impliquant au sein de cette jeunesse décidée à exercer ses prérogatives de citoyens un abaissement progressif du seuil de sensibilité au recours à la violence. Ce faisant, le vote devenait la forme légitime pleinement reconnue par les acteurs de la participation citoyenne. En stigmatisant la violence, la possibilité d'une alternance régulière est présentée comme devant inciter les citoyens à la patience. Investi de toutes les espérances, le bulletin de vote devient l'arme par excellence du changement social. L'exclusion n'est plus uniquement sociale en ce sens qu'elle ne se résume plus au cumul des questions économiques de travail, de logement, de formation. Elle est politique en ce sens qu'elle concerne la citoyenneté, nécessité absolue d'une intégration positive des exclus [Holston, Appadurai, 1996]

\*

La ville et la rue sont des lieux d'enjeux. Qui les contrôle, tient le pouvoir. D'où l'importance de l'espace public comme condition minimale de la vie politique et lieu d'affrontement, de légitimation et d'exercice des pouvoirs. L'accès à l'espace politique reste encore limité pour les jeunes qui ont cherché à se le réapproprié de manière violente ou pacifique. Le nouveau pouvoir issu du scrutin du 19 mars 2000 s'est engagé dans un processus de (re)socialisation. L'absence de mécanismes participatifs permettant l'accès à la citoyenneté des plus démunis est l'élément central de toute émeute ou violence urbaine. Lieu subversif, de désordre, de confusion sociale, la rue n'en est pas moins régulée, rythmée. Elle reste un lieu d'observation idéal des formes du lien social et des types de sociabilité.

#### BIBLIOGRAPHIE

Presse locale:

*Dakar Matin*  
*Dakar Soir*  
*Diapason*  
*Le Matin*

*L'Info 7*  
*Le Soleil*  
*Sud Quotidien*  
*Wal Fadjri*

- ALMEIDA-TOPOR H. D', COQUERY-VIDROVITCH C., GOERG O., GUITART O. (éd.) [1992], *Les Jeunes en Afrique, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. La politique et la ville*, Paris, L'Harmattan, 526 p.
- ANTOINE Ph. (éd.) [1995], *La Ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine à Dakar*, Dakar-Paris, Ifan-Orstom, 360 p.
- BUGNICOURT J., DIALLO A. [1991], *Set Setal : des murs qui parlent. Nouvelle culture urbaine à Dakar*, Dakar, Enda, 117 p., ill.
- COOPÉRATION FRANÇAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN [1992], *Évaluation des politiques et programmes urbains au Sénégal*, Paris, ministère de la Coopération et du Développement, pagination multiple.
- DAVIES J. (ed) [1971], *When Men Revolt and Why: a Reader in Political Violence and Revolution*, New York, The Free Press.
- DIOP M.-C., DIOUF M. [1990], *Le Sénégal sous Abdou Diouf. État et société*, Paris, Karthala, 439 p.
- DIOP M.-C. (éd.) [1992], *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, 500 p.
- DIOUF M. [1992], « Fresques murales et écriture de l'histoire. Le Set Setal à Dakar », *Politique africaine*, 46: 41-54.
- DIOUF M. [1996], « Urban Youth and Senegalese Politics: Dakar 1988-1994 », *Public Culture*, 8 (2): 225-250.
- HAHN H. (ed) [1974], *People and Politics in Urban Society*, Beverly Hills, Sage Publications.
- HOLSTON J., APPADURAI A. (ed) [1996], « Cities and Citizenship », *Public Culture*, 8 (2): 187-204.
- MBEMBE A. [1992], « Traditions de l'autoritarisme et problèmes de gouvernement en Afrique subsaharienne », *Afrique développement*, 17 (1): 37-64.
- NIANE J.-C. (éd.) [1991], *Set Setal. La seconde génération des barricades*, Dakar, Sud éditions.